



LE REPRESENTANT DE L'ETAT A SAINT BARTHELEMY ET SAINT MARTIN

SECRETARIAT GENERAL
SRAG

ARRETE N° 2016 - 009 /PREF/SG/SRAG du 27 JAN. 2016
modificatif de l'arrêté n°2014-024/ PREF/SRAG autorisant l'exercice de l'activité
de domiciliation juridique des entreprises

LE REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LES COLLECTIVITES DE
SAINT-BARTHELEMY ET DE SAINT-MARTIN

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la Directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme;

Vu le code du commerce, notamment ses articles L.123-10 à L.123-11-8 et R.123-166-1 à R.123-171;

Vu le Code monétaire et financier, notamment ses articles L.561-2, L.561-37 à L.561-43 et R.561-39 à R.561-50 ;

Vu l'Ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment son article 20 ;

Vu le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers notamment son article 4 ;

Vu le décret en date du 12 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jacques BILLANT, en qualité de préfet de la région Guadeloupe et représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin ;

Vu le décret du 21 mai 2015 portant nomination de la préfète déléguée auprès du représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin, Madame Anne LAUBIES;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-199 du 30 octobre 2015 portant délégation de signature accordée à Madame Anne LAUBIES, préfète déléguée auprès du représentant de l'Etat dans les collectivités de Saint Barthélemy et de Saint Martin ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-024/PREF/SRAG modificatif de l'arrêté n°2011-006/PREF/BRG du 03 février 2011 autorisant l'exercice de l'activité de domiciliation juridique des entreprises ;

Considérant la demande parvenue le 04 décembre 2015 par Monsieur Mathieu LEFEVRE agissant pour le compte de la société AGORA NET CONSUL en vue d'obtenir le changement d'adresse de la succursale de CHELLES ;

Considérant les pièces produites par le pétitionnaire;

Considérant que ladite agence dispose de locaux sise 47 rue Auguste Meunier – 77500 CHELLES ;

Considérant que ladite agence met à disposition des personnes domiciliées des locaux dotés d'une pièce propre à assurer la confidentialité nécessaire et à permettre une réunion régulière des organes chargés de la direction, de l'administration ou de la surveillance de l'entreprise conformément à l'article R.123-168 du Code du commerce;

Sur proposition du Chef de Cabinet ;

ARRÊTE

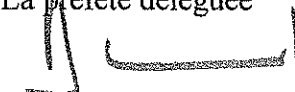
Article 1 – L'adresse de la succursale de la Sarl AGORA NET CONSUL sise auparavant 184, rue du Tir 77500 CHELLES, est transférée au 47 rue Auguste Meunier 77500 CHELLES;

Article 2 – Les autres articles du précédent arrêté restent inchangés ;

Article 3 – Le Chef de Cabinet de la Préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Saint Barthélemy et de Saint Martin.

Pour le représentant de l'Etat et par délégation

La préfète déléguée



Anne LAUBIES

Délais et voies de recours : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication